Rapport sur les résultats ministériels 2025-2026 du Comité externe d’examen de la GRC

Sur cette page :

- En un coup d’œil
- Message du président
- Résultats : Nos réalisations
  - Responsabilité essentielle : Examen indépendant de questions d’emploi concernant la GRC
  - Services internes
- Dépenses et ressources humaines
  - Dépenses
  - Financement
  - Faits saillants des états financiers
  - Ressources humaines
- Tableaux de renseignements supplémentaires
- Dépenses fiscales fédérales
- Renseignements ministériels
- Définitions

▼ Renseignements sur les droits d’auteur

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de la Sécurité publique, 2026

Numéro au catalogue : PS20-7F-PDF

ISSN : ISSN 2561-0848

Also available in English under the title : 2025-26 Departmental Results Report

Imprimer cette page

En un coup d’œil

Le présent rapport sur les résultats ministériels présente les réalisations réelles du Comité externe d’examen de la GRC (CEE) par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans son Plan ministériel 2025-2026.

Ces résultats cadrent avec les priorités énoncées dans la lettre de mandat du 21 mai 2025 émanant du premier ministre, ainsi qu’avec la vision, la mission, la raison d’être et le contexte opérationnel du CEE.

Principales priorités

Le CEE a cerné les principales priorités suivantes pour 2025-2026 :

- Favoriser l’équité et la transparence des processus de recours et des processus décisionnels de la GRC au moyen des conclusions et des recommandations.
- Présenter les conclusions et les recommandations en temps opportun.

- Contribuer aux priorités gouvernementales tout en favorisant une culture axée sur la diversité et l'inclusion.
- Achever la mise en œuvre du plan de relève pour les postes clés du CEE.
- Continuer à simplifier les processus de l'organisation et à gagner en efficacité en opérationnalisant et en optimisant le système de gestion de l'information tout en réexaminant les processus internes.

Faits saillants

Au cours de l'exercice 2025-2026, le CEE a continué de remplir son mandat en favorisant l'équité et la transparence des processus de recours de la GRC. Le CEE a présenté 64 rapports de conclusions et de recommandations au commissaire de la GRC et a respecté toutes ses normes de service.

Le CEE a aussi fait des progrès dans sa priorité visant à favoriser un milieu de travail sain, diversifié et inclusif. En 2025-2026, l'organisation a élaboré et mis en œuvre son Guide sur l'obligation de prendre des mesures d'adaptation et a continué à communiquer de l'information et des ressources sur la diversité, l'accessibilité, la santé mentale et le bien-être des employés à l'aide de son bulletin mensuel. Ces efforts ont favorisé le bien-être des employés, l'inclusion et la résilience organisationnelle. Outre ses initiatives en matière de diversité et d'inclusion en milieu de travail, le CEE a une fois de plus contribué à l'attribution de marchés à des entreprises autochtones dans une mesure bien au-delà de la cible de 5 %, et ce, malgré son budget de passation de marchés limité.

- Total des dépenses réelles (y compris les services internes) : 5 420 967 $
- Nombre total d'équivalents temps plein (y compris les services internes) : 23,6

Pour obtenir des renseignements détaillés sur les dépenses totales et les ressources humaines du CEE, consultez la section Dépenses et ressources humaines du présent rapport.

Sommaire des résultats

Voici un sommaire des résultats atteints par le ministère en 2025-2026 dans sa « responsabilité essentielle » (son principal secteur d'activité).

Responsabilité essentielle : Examen indépendant de questions d'emploi concernant la GRC

Dépenses réelles : 3 878 124 $

Ressources humaines réelles : 16,9

- Au cours de l'exercice 2025-2026, le commissaire a rendu des décisions définitives dans 112 dossiers : 96 % (107) dans lesquels il était d'accord; et 4 % (5) dans lesquels il était en désaccord avec les conclusions et les recommandations (C et R) présentées par le CEE.
- Le CEE a atteint sa cible de 100 % en ce qui concerne la présentation des rapports de C et R dans le délai d'un an prévu par la norme de service dans 34 des 36 dossiers reçus.
- Les membres de la GRC et le public ont accès aux renseignements les plus récents sur les questions traitées par le CEE dans ses examens. Les 64 résumés de C et R présentés au cours de la période visée par le présent rapport ont été publiés dans le délai établi.
- Au cours de l'exercice 2025-2026, le CEE a réduit son arriéré en présentant 30 autres rapports de C et R, lui permettant ainsi de réduire davantage sa charge de travail, qui est passée de 194 à 167 dossiers ouverts, tout en traitant l'ensemble des anciens dossiers reçus jusqu'à présent.

Pour en savoir plus sur les activités liées à examen indépendant de questions d'emploi concernant la GRC du CEE, consultez la section « Résultats : nos réalisations » du présent rapport.

Message du président



Je suis heureux de vous présenter le Rapport sur les résultats ministériels 2025-2026 du Comité externe d'examen de la GRC (CEE).

L'exercice 2025-2026 a été marqué par plusieurs révisions budgétaires et initiatives changeantes. Au début de l'exercice, le gouvernement prévoyait lancer la deuxième étape de l'exercice de recentrage des dépenses gouvernementales. Cette stratégie a toutefois été revue et remplacée par des réductions ciblées dans le cadre de l'initiative de l'Examen exhaustif des dépenses (EED). Le CEE a été exclu de la deuxième étape de l'exercice de recentrage des dépenses gouvernementales, mais l'EED l'a obligé à présenter des mesures lui permettant d'atteindre les objectifs de réduction fixés. Le CEE a donc géré ses dépenses avec rigueur et mis fin à ses engagements en matière de ressources temporaires pour atteindre ses objectifs par l'attrition naturelle prévue de son effectif. En novembre 2025, le CEE a reçu confirmation qu'il était exclu de l'EED. Il prévoit utiliser les économies réalisées pour gérer les pressions prévues sur son programme en raison des modifications apportées aux politiques de la GRC.

Malgré ce contexte difficile, le CEE s'est acquitté de son mandat en présentant 64 rapports de conclusions et de recommandations. Au cours de cette période, il a aussi publié et mis en œuvre son Guide sur

l’obligation de prendre des mesures d’adaptation, respecté ses obligations en matière de rapports organisationnels, consacré 12 % de son budget de passation de marchés à des entreprises autochtones et mis en place un processus simplifié de traitement des factures dans son système de gestion de l’information (GCdocs).

Le CEE est conscient que les périodes de restrictions budgétaires et de changement dans l’ensemble de la fonction publique fédérale peuvent être source d’incertitude et de pressions supplémentaires pour les employés. Dans ce contexte, le bien-être des employés demeure au cœur des préoccupations dans la gestion du travail et le soutien offert au personnel de l’organisation. Le CEE continue de promouvoir un milieu de travail sain, inclusif, accessible et respectueux en maintenant un dialogue ouvert, en communiquant de l’information, en offrant des formations et en mettant en œuvre des initiatives favorisant la santé mentale, la diversité, l’inclusion et l’accessibilité.

Pour l’avenir, le CEE continuera de se concentrer sur l’exécution de son mandat dans le respect des normes de service établies et sur la continuité de ses activités. À cette fin, il s’occupera notamment de mettre complètement en œuvre son plan de relève pour les postes clés afin de renforcer sa capacité interne, d’assurer le transfert des connaissances et de garantir la continuité de ses activités.

Le CEE continuera aussi, notamment en raison de l’EED et des pressions opérationnelles prévues, d’assurer une gestion financière rigoureuse en surveillant activement son budget et en limitant les dépenses discrétionnaires, le cas échéant. Parallèlement, il continuera de renforcer son cadre de services internes pour assurer l’efficacité de ses activités et favoriser l’atteinte de ses résultats ministériels.

Je tiens à souligner le professionnalisme et le dévouement continus des employés du CEE. Grâce à leur expertise, à leur esprit de collaboration et à leur engagement, l'organisation a pu obtenir des résultats notables tout en s'adaptant au changement. Les réalisations de 2025-2026 témoignent de leur résilience et de leur engagement soutenu envers le rôle important qu'exerce le CEE pour favoriser l'équité, la transparence et la responsabilisation dans les processus de recours de la GRC.

Le président,

Charles Randall Smith

Résultats : Nos réalisations

Responsabilités essentielles et services internes

- Responsabilité essentielle 1 : Examen indépendant de questions d'emploi concernant la GRC
- Services internes

Responsabilité essentielle : Examen indépendant de questions d'emploi concernant la GRC

▶ Dans la présente section

Description

Effectuer des examens et formuler des conclusions et des recommandations en toute indépendance et impartialité en vue de décisions définitives sur des appels interjetés contre des décisions rendues

à la GRC concernant des plaintes de harcèlement, des cas de déontologie, des licenciements ou des rétrogradations ainsi que des cessations de versement de la solde et des indemnités.

Répercussions sur la qualité de vie

L'unique responsabilité essentielle du CEE contribue au domaine de la « saine gouvernance » du Cadre de qualité de vie pour le Canada et, plus particulièrement, à l'« accès à un système de justice juste et équitable (systèmes pénal et civil) », au moyen de toutes les activités mentionnées dans la description ci-dessus.

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente le rendement du ministère par rapport à ses cibles pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle : Examen indépendant de questions d'emploi concernant la GRC.

Le tableau 1 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et les résultats réels obtenus pour chaque indicateur lié au résultat ministériel « Les conclusions et les recommandations du CEE favorisent l'équité et la transparence des processus de recours et des processus décisionnels de la GRC » au cours des trois derniers exercices.

Tableau 1 : Les conclusions et les recommandations du CEE favorisent l'équité et la transparence des processus de recours et des processus décisionnels de la GRC

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultat réel

Le degré de concordance entre les décisions définitives de la GRC et les recommandations du CEE, exprimé par le pourcentage de décisions définitives de la GRC entièrement en accord, partiellement en accord ou en désaccord avec les recommandations.	Jusqu'à 100 %; aucune cible précise	En permanence	2023-2024 : En accord dans 88 %, partiellement en accord dans 3 % et en désaccord dans 9 % 2024-2025 : En accord dans 58 %, partiellement en accord dans 5 % et en désaccord dans 37 % 2025-2026 : En accord dans 96 % et en désaccord dans 4 %

Le tableau 2 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et les résultats réels obtenus pour chaque indicateur lié au résultat ministériel « Les conclusions et les recommandations sont présentées en temps opportun » au cours des trois derniers exercices.

Tableau 2 : Les conclusions et les recommandations sont présentées en temps opportun

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d’atteinte de la cible	Résultat réel
Le pourcentage de conclusions et de recommandations présentées à l’intérieur du délai prévu par la norme de service.	100 %	Avril 2026	2023-2024 : 100 % 2024-2025 : 100 % 2025-2026 : 100 %

Le tableau 3 présente la cible, la date d’atteinte de la cible et les résultats réels obtenus pour chaque indicateur lié au résultat ministériel « Les membres de la GRC et le public ont accès aux renseignements les plus récents sur les questions traitées par le CEE dans ses examens » au cours des trois derniers exercices.

Tableau 3 : Les membres de la GRC et le public ont accès aux renseignements les plus récents sur les questions traitées par le CEE dans ses examens

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d’atteinte de la cible	Résultat réel

Fréquence à laquelle les derniers résumés des conclusions et des recommandations du CEE ainsi que ceux des décisions définitives de la GRC sont publiés sur le site Web.	100 % des résumés sont publiés sur le site Web dans les deux mois suivant la fin du trimestre	En permanence	2023-2024 : 100 % 2024-2025 : 100 % 2025-2026 : 100 %

L'onglet Résultats de la page Infographie pour le CEE dans l'InfoBase du GC présente des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement liés au répertoire des programmes du ministère.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus relativement à l'examen indépendant de questions d'emploi concernant la GRC en 2025-2026 par rapport aux résultats prévus dans le Plan ministériel du CEE pour l'exercice.

▶ Les conclusions et les recommandations du CEE favorisent l'équité et la transparence des processus de recours et des processus décisionnels de la GRC

▶ Les conclusions et les recommandations sont présentées en temps opportun

▶ Les membres de la GRC et le public ont accès aux renseignements les plus récents sur les questions traitées par le CEE dans ses examens

Principaux risques

En tant que très petit organisme disposant d'un budget de fonctionnement limité de 6,8 millions de dollars, le CEE doit gérer rigoureusement ses dépenses en tout temps. Bien que ce budget ait été approuvé dans le cadre de sa demande présentée pour assurer l'intégrité de son programme en 2021, le CEE s'efforçait d'accroître son effectif spécialisé afin de réduire l'arriéré tout en continuant à respecter ses normes de service révisées. Comme ce plan n'a pas été pleinement mis en œuvre, le CEE a dû modifier sa stratégie pour absorber l'augmentation économique des deux tiers de son effectif spécialisé.

Une fois cette stratégie modifiée, au cours de l'exercice 2025-2026, les organisations à l'échelle du gouvernement ont été appelées à réduire leurs budgets et leurs dépenses dans le cadre de l'EED. Le CEE avait préparé une proposition visant à affiner son plan budgétaire et à rationaliser ses dépenses, mais il a été informé en novembre dernier, dans le cadre du budget de 2025, qu'il était exempté de l'EED.

Parallèlement à l'exercice budgétaire, la GRC révisait ses politiques internes, dont certaines devraient avoir une incidence sur les activités du CEE. Par conséquent, le CEE envisage d'utiliser les économies réalisées en 2025-2026 pour prendre en charge l'afflux prévu de dossiers découlant des modifications apportées aux politiques de la GRC.

Le CEE continue d'atténuer temporairement les contraintes et l'incertitude financières auxquelles il est confronté en gérant son budget avec prudence et en tirant parti des options de financement disponibles. Néanmoins, les changements inconnus aux politiques de la GRC et leur incidence représentent un risque pour l'organisation quant à sa capacité à exercer durablement son mandat dans le respect de ses normes de service établies et de ses obligations légales.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Le tableau 4 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein requis pour obtenir ces résultats.

Tableau 4 : Aperçu des ressources requises pour l'examen indépendant de questions d'emploi concernant la GRC

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	4 711 080	3 878 124
Équivalents temps plein	18,0	16,9

L'onglet Finances de la page Infographie pour le CEE dans l'InfoBase du GC et l'onglet Personnel de la page Infographie pour le CEE dans l'InfoBase du GC présentent des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne le répertoire des programmes du ministère.

Priorités gouvernementales connexes

La présente section fait état des priorités gouvernementales qui sont visées par cette responsabilité essentielle.

▶ Analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus)

▶ Programme de développement durable à l'horizon 2030 et Objectifs de développement durable des Nations Unies

▶ Intelligence artificielle

Répertoire des programmes

Les programmes suivants appuient l'examen indépendant de questions d'emploi concernant la GRC :

- Examen d’appels

De plus amples renseignements en ce qui concerne le répertoire des programmes pour l’examen indépendant de questions d’emploi concernant la GRC se trouvent à l’onglet Résultats dans l’InfoBase du GC.

Services internes

▶ Dans la présente section

Description

Les services internes désignent les activités et les ressources qui aident un ministère à s’acquitter de ses obligations ministérielles et à exécuter ses programmes. Les dix catégories de services internes sont les suivantes :

- services de gestion des acquisitions;
- services de communication;
- services de gestion des finances;
- services de gestion des ressources humaines;
- services de gestion de l’information;
- services des technologies de l’information;
- services juridiques;
- services de gestion du matériel;
- services de gestion et de surveillance;
- services de gestion des biens immobiliers.

Progrès à l’égard des résultats

Cette section présente les mesures prises par le ministère pour atteindre les résultats et les cibles en ce qui a trait aux services internes.

Au cours de l’exercice 2025-2026, la mise en œuvre de l’EED a remis au premier plan l’importance accordée à la gestion des dépenses et à la rigueur budgétaire à l’échelle du gouvernement. Bien que le CEE ait été

exempté de l’EED dans le cadre du budget de 2025, l’organisation a pris des mesures proactives pour trouver des gains d’efficacité et réduire ses dépenses afin de réaliser des économies et d’améliorer sa capacité à faire face aux pressions opérationnelles prévues en raison d’un afflux attendu de dossiers. Ces efforts témoignent de l’engagement continu du CEE à l’égard d’une intendance prudente, d’une gestion responsable des ressources et de l’exécution efficace de son mandat dans un contexte opérationnel contraignant.

Au cours de la dernière année, le CEE a aussi pris des mesures à l’égard de postes vacants à haut risque et poursuivi la mise en œuvre de son plan de relève pour des postes clés afin d’assurer la continuité de ses activités. Dans un contexte changeant à l’échelle du gouvernement, l’organisation a pu : continuer de respecter toutes ses obligations en matière de rapports organisationnels en temps opportun; établir son Guide sur l’obligation de prendre des mesures d’adaptation afin de simplifier son processus interne de traitement des demandes; dépasser, pour une autre année consécutive, la cible relative à l’approvisionnement auprès des entreprises autochtones; et mieux utiliser GCdocs en mettant en place un flux de travail sur mesure pour traiter les factures, avec l’aide de son fournisseur de services.

Le CEE continuera de gérer ses ressources dans l’esprit de l’EED et de réviser ses processus internes afin de trouver des gains d’efficacité et des occasions de tirer profit de la technologie, y compris l’IA.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Le tableau 5 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein (ETP) requis pour obtenir ces résultats.

Tableau 5 : Ressources requises pour les services internes en 2025-2026

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	1 999 815	1 542 843
Équivalents temps plein	9,0	6,7

L'onglet Finances de la page Infographie pour le CEE dans l'InfoBase du GC et l'onglet Personnel de la page Infographie pour le CEE dans l'InfoBase du GC présentent des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne le répertoire des programmes du ministère.

Marchés attribués à des entreprises autochtones

Chaque exercice, les ministères du gouvernement du Canada doivent attribuer au moins 5 % de la valeur totale des marchés à des entreprises autochtones.

Comme le montre le tableau 6, le CEE a attribué 12,1 % de la valeur totale de ses marchés à des entreprises autochtones pour l'exercice.

Tableau 6 : Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones

Indicateurs de rendement liés à l'attribution de marchés	Résultats 2025-2026
Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones (A)	6 281,46 $

Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones et non autochtones (B)	51 976,26 $
Valeur des exceptions approuvées par l'administration générale (C)	0 $
Pourcentage de marchés attribués à des entreprises autochtones [A ÷ (B − C) × 100]	12,1 %
Aux fins de la cible minimale de 5 %, Services aux Autochtones Canada définit les « entreprises autochtones » comme suit : • une entreprise dont le propriétaire-exploitant est un Aîné ou une Aînée, un conseil de bande ou un conseil tribal; • une entreprise inscrite au Répertoire des entreprises autochtones du gouvernement du Canada; • une entreprise inscrite sur une liste d'entreprises bénéficiaires d'un traité moderne. Le terme « marché » désigne un accord contraignant portant sur l'acquisition d'un bien, d'un service ou d'une construction, à l'exclusion des baux immobiliers. Il comprend les avenants aux marchés et les marchés conclus au moyen de cartes d'achat d'une valeur supérieure à 10 000 $.	

En 2025-2026, le CEE a dépassé la cible minimale du gouvernement du Canada consistant à attribuer au moins 5 % de la valeur totale des marchés à des entreprises autochtones. L'organisation a attribué 12,1 % de la valeur totale de ses marchés à des fournisseurs autochtones, soit plus du double de la cible fixée. Cette réalisation témoigne de l'engagement continu du

CEE à favoriser la participation des Autochtones aux marchés publics fédéraux, tout en répondant à ses besoins opérationnels dans le cadre d'un portefeuille d'approvisionnement relativement modeste.

Dans son Plan ministériel 2026-2027, le CEE prévoyait que, d'ici la fin de l'exercice 2025-2026, il aurait attribué 44,7 % de la valeur totale de ses marchés à des entreprises autochtones. Bien que le CEE ait pris des engagements ambitieux, comme l'indique son Plan ministériel 2026-2027, sa stratégie en matière de marchés a été revue en raison de rajustements budgétaires et d'une approche axée sur les économies.

Comme le CEE est un très petit organisme dont les activités d'approvisionnement sont relativement limitées, ses résultats annuels en matière d'approvisionnement peuvent varier considérablement d'une année à l'autre. Étant donné que l'organisme n'attribue qu'un petit nombre de marchés, la valeur d'un seul peut représenter une part importante de ses dépenses totales d'approvisionnement et avoir une incidence considérable sur le pourcentage de marchés attribués à des entreprises autochtones. Malgré ces fluctuations inhérentes, le CEE a dépassé la cible minimale du gouvernement du Canada en 2025-2026, ce qui témoigne de son engagement continu envers l'attribution de marchés à des entreprises autochtones.

Dépenses et ressources humaines

▶ Dans la présente section

Dépenses

Cette section présente un aperçu des dépenses réelles et prévues du ministère pour la période de 2023-2024 à 2028-2029.

Sommaire du rendement budgétaire

Le tableau 7 montre l’argent que le CEE a dépensé au cours des trois derniers exercices pour s’acquitter de ses responsabilités essentielles et assurer la prestation de ses services internes.

Tableau 7 : Dépenses réelles de trois exercices pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Responsabilités essentielles et services internes	Budget principal des dépenses 2025-2026	Autorisations totales pouvant être utilisées pour 2025-2026	Dépenses réelles de trois exercices (autorisations utilisées)
Examen indépendant de questions d’emploi concernant la GRC	4 799 577	4 406 220	• 2023-2024 : 3 941 764 • 2024-2025 : 5 006 007 • 2025-2026 : 3 878 124
Total partiel	**4 799 577**	**4 406 220**	• 2023-2024 : 3 941 764 • 2024-2025 : 5 006 007 • 2025-2026 : 3 878 124

Services internes	1 974 496	2 558 623	• 2023-2024 : 1 430 609 • 2024-2025 : 1 682 492 • 2025-2026 : 1 542 843
Total	**6 774 073**	**6 964 843**	• 2023-2024 : 5 372 373 • 2024-2025 : 6 688 499 • 2025-2026 : 5 420 967

▶ Analyse des dépenses des trois derniers exercices

Dépenses prévues au cours des trois prochains exercices

Le tableau 8 présente les dépenses prévues du CEE au cours des trois prochains exercices relativement à ses responsabilités essentielles et à ses services internes.

Tableau 8 : Dépenses prévues au cours des trois prochains exercices pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses prévues 2026-2027	Dépenses prévues 2027-2028	Dépenses prévues 2028-2029

Examen indépendant de questions d'emploi concernant la GRC	4 580 811	4 599 937	4 464 322
Total partiel	**4 580 811**	**4 599 937**	**4 464 322**
Services internes	2 254 879	2 235 753	2 371 788
Total	**6 835 690**	**6 835 690**	**6 836 110**

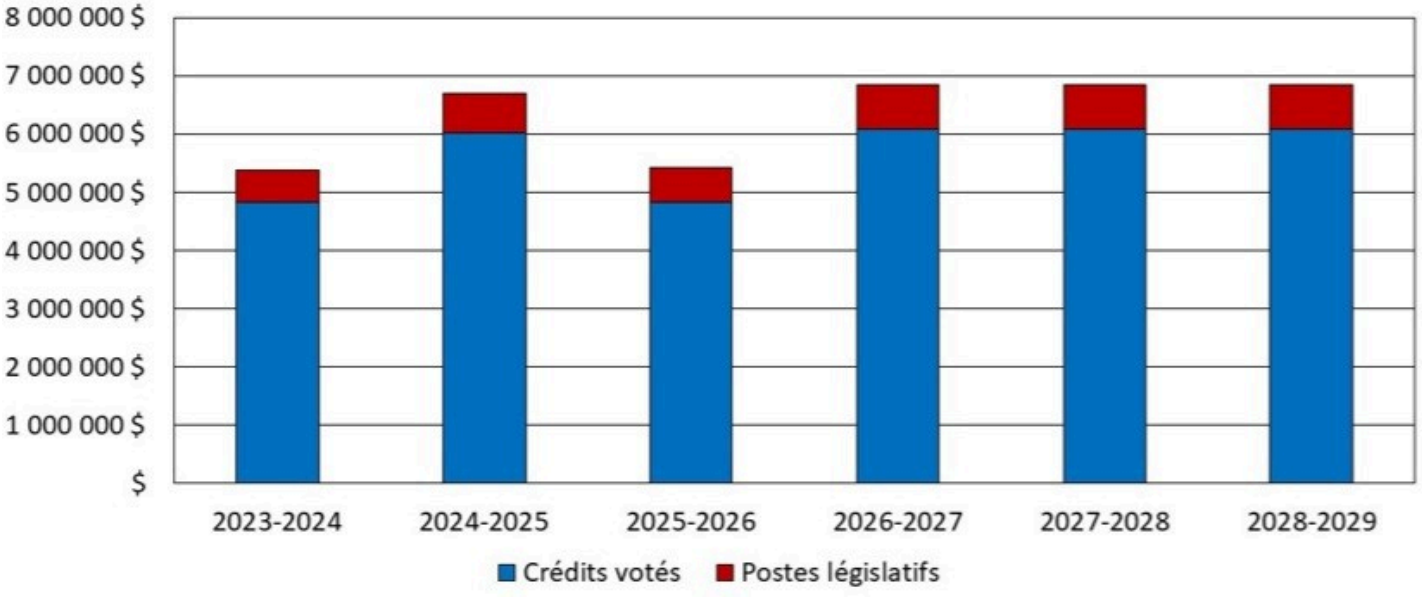
▶ Analyse des dépenses prévues au cours des trois prochains exercices

Financement

Cette section donne un aperçu du financement voté et législatif du ministère pour ses responsabilités essentielles et ses services internes.

Le graphique 1 résume le financement approuvé, voté et législatif, du ministère pour la période de 2023-2024 à 2028-2029.

Graphique 1 : Financement approuvé (législatif et voté) pour une période de six exercices



Version texte du graphique 1

▶ Le graphique 1 comprend les renseignements qui suivent dans un graphique à barres.

▶ Analyse du financement législatif et voté pour une période de six exercices

Faits saillants des états financiers

Cette section présente les états financiers (non audités) du CEE pour l'exercice terminé le 31 mars 2026.

Le tableau 9 résume les charges et les revenus pour 2025-2026 qui affectent le coût de fonctionnement avant le financement du gouvernement et les transferts.

Tableau 9 : État condensé des résultats (non audité) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026 (en dollars)

Renseignements financiers	**Résultats réels 2025-2026**	**Résultats prévus 2025-2026**	**Différence (résultats réels moins résultats prévus)**
Total des charges	6 099 169 $	7 200 519 $	(1 101 350 $)
Total des revenus	0 $	0 $	0 $

Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	6 099 169 $	7 200 519 $	(1 101 350 $)

Analyse des charges et des revenus pour 2025-2026

L'écart entre les dépenses prévues et réelles s'explique principalement par une gestion prudente des dépenses adoptée en prévision des conséquences potentielles de l'EED. Bien que le CEE ait été exclu de l'EED en fin de compte, il a conservé une stratégie prudente en matière de dépenses vu l'incertitude causée par de possibles mesures de réduction des dépenses. L'organisation a continué d'appliquer des pratiques rigoureuses de gestion financière pour atténuer de possibles contraintes budgétaires à venir tout en veillant à s'acquitter efficacement de son mandat.

Les renseignements sur les résultats prévus pour 2025-2026 proviennent de l'état des résultats prospectif et des notes de 2025-2026 du CEE.

Le tableau 10 résume les charges et les revenus réels et montre le coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts.

Tableau 10 : État condensé des résultats (non audité) pour 2024-2025 et 2025-2026 (en dollars)

Renseignements financiers	Résultats réels 2025-2026	Résultats réels 2024-2025	Différence (2025-2026 moins 2024-2025)

Total des charges	6 099 169 $	7 291 167 $	(1 191 998 $)
Total des revenus	0 $	0 $	0 $
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	6 099 169 $	7 291 167 $	(1 191 998 $)

Analyse des différences de charges et de revenus entre 2024-2025 et 2025-2026

L'écart entre les exercices 2024-2025 et 2025-2026 englobe l'effet combiné de la hausse des dépenses en 2024-2025 liée aux rajustements salariaux et aux salaires rétroactifs découlant de la ratification de la convention collective du groupe LP ainsi que des mesures proactives de gestion des dépenses mises en œuvre par le CEE en 2025-2026 après l'annonce de l'EED. Bien que le CEE ait été exclu de l'EED en fin de compte à la suite du budget de 2025, il a conservé une stratégie prudente en matière de gestion financière pour atténuer de possibles contraintes budgétaires à venir tout en continuant de s'acquitter de son mandat.

Le tableau 11 fournit un résumé des montants que le ministère doit ou doit dépenser (passif) et de ses ressources disponibles (actif), ce qui aide à déterminer la capacité du ministère à mettre en œuvre des programmes et des services.

Tableau 11 : État condensé de la situation financière (non audité) au 31 mars 2026 (en dollars)

Renseignements financiers	Exercice en cours (2025-2026)	Exercice précédent (2024-2025)	Différence (2025-2026 moins 2024-2025)
Total des passifs nets	884 206 $	950 245 $	(66 039 $)
Total des actifs financiers nets	535 565 $	662 686 $	(127 121 $)
Dette nette du ministère	348 641 $	287 559 $	61 082 $
Total des actifs non financiers	0 $	0 $	0 $
Situation financière nette du ministère	(348 641 $)	(287 559 $)	(61 082 $)

Analyse du passif et de l’actif du ministère depuis le dernier exercice

Il n’y a pas eu de changements importants dans le passif et l’actif depuis le dernier exercice.

Ressources humaines

Cette section présente un aperçu des ressources humaines réelles et prévues du ministère pour la période de 2023-2024 à 2028-2029.

Le tableau 12 présente un résumé des ressources humaines, en équivalents temps plein, qui sont associées aux responsabilités essentielles et aux services internes du CEE pour les trois exercices précédents.

Tableau 12 : Ressources humaines réelles pour les responsabilités essentielles et les services internes au cours des trois exercices précédents

Responsabilités essentielles et services internes	**Équivalents temps plein réels en 2023-2024**	**Équivalents temps plein réels en 2024-2025**	**Équivalents temps plein réels en 2025-2026**
Examen indépendant de questions d'emploi concernant la GRC	20,6	18,7	16,9
Total partiel	**20,6**	**18,7**	**16,9**
Services internes	6,7	7,4	6,7
Total	**27,3**	**26,1**	**23,6**

▶ Analyse des ressources humaines des trois derniers exercices

Le tableau 13 présente les équivalents temps plein prévus pour les responsabilités essentielles et les services internes du CEE au cours des trois prochains exercices. Les ressources humaines pour l'exercice en cours sont prévues en fonction des données de l'exercice à ce jour.

Tableau 13 : Sommaire de la planification des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes pour les trois prochains exercices

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein prévus en 2026-2027	Équivalents temps plein prévus en 2027-2028	Équivalents temps plein prévus en 2028-2029
Examen indépendant de questions d’emploi concernant la GRC	17	17	15
Total partiel	**17**	**17**	**15**
Services internes	8	8	8
Total	**25**	**25**	**23**

▶ Analyse des ressources humaines pour les trois prochains exercices

Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires ci-dessous sont accessibles sur le site Web du CEE :

- Analyse comparative entre les sexes plus

Dépenses fiscales fédérales

Il est possible de recourir au système fiscal pour atteindre des objectifs de politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'imposition, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances Canada publie chaque exercice des estimations et des projections du coût de ces mesures dans le Rapport sur les dépenses fiscales fédérales. Ce rapport fournit aussi des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, dont des descriptions, des objectifs, des données historiques et des renvois aux programmes de dépenses fédérales connexes ainsi qu'aux évaluations et aux résultats de l'analyse comparative entre les sexes plus liés aux dépenses fiscales.

Renseignements ministériels

▶ Profil du ministère

▶ Coordonnées du ministère

Définitions

▶ Liste de termes

Date de modification : 2026-11-06